

## Le spectre de la faillite ? La vérité sur le budget 2014 de la France



Arnaud Montebourg s'est bien gardé d'apporter des modifications à l'élaboration du budget 2014, laissant entendre qu'il l'approuvait. Or en critiquant ouvertement la ligne suivie par le gouvernement, il a renforcé les craintes autour d'une mise en défaillance de l'Etat français.

Avec Jean-Marc Sylvestre

Avec Jean-Michel Rocchi

**Atlantico : Arnaud Montebourg s'est montré très critique contre le gouvernement, qualifiant "d'absurdité financière" la réduction des déficits publics. Quels signes de démobilisation a-t-il pu montrer ces dernières semaines ?**

**Jean-Marc Sylvestre :** Le budget est préparé par la Direction du budget, qui est sous l'autorité de Michal Sapin **Arnaud Montebourg, en tant que ministre de l'Economie, était chargé de défendre ce budget à Bruxelles, car c'est l'expression de la politique économique de la France. Il a donc été associé à toutes les étapes de l'élaboration.** Or à aucun moment entre le printemps de cette année et les dernières phases de juin et juillet, moment où les arbitrages budgétaires sont arrêtés, Arnaud Montebourg n'a émis la moindre réserve. S'il avait voulu bloquer ou apporter des modifications, il l'aurait fait avant. Son silence signifiait donc qu'il assumait.

Sa manifestation de dimanche est purement politique, elle lui sert à occuper l'aile gauche du PS. Pour autant, il n'a pas fait de propositions alternatives à la politique du gouvernement. Il a donné le spectacle de l'incohérence de la gouvernance française, ce qui est préjudiciable vis-à-vis de la confiance que les marchés accordent à notre pays. Par ses propos, il a ébranlé le crédit de la France.

**Jean-Michel Rocchi :** Arnaud Montebourg a des talents de comédiens plus affirmés que ceux d'économiste. Ce sont les critiques contre la réduction des déficits qui sont absurdes, en fait, il faut considérer deux choses :

- Du point de vue de l'orthodoxie financière un **déficit permanent** n'est pas possible **car non soutenable** : concrètement il faut expliquer comment se finance la France. Au cours de chaque année l'Agence France Trésor (AFT) émet périodiquement des Obligation Assimilables du Trésor (OAT) qui servent à financer le nouveau déficit et à rembourser les anciennes OAT qui viennent à échéance. En d'autres termes de la nouvelle dette est substituée à de l'ancienne dette, ce système est appelé par le *Ponzi Finance* par le professeur Hyman Minski, car il n'existe aucuns cash flows positifs pour rembourser la dette. De fait depuis 1974 la dette n'est plus remboursée, le système va perdurer tant que les investisseurs vont continuer à accepter de prêter à l'Etat. Tout repose sur le maintien fragile de la confiance. Compte tenu du montant de la dette une hausse des taux d'intérêts ferait exploser les charges d'intérêt, ce n'est un risque qu'en cas de sortie de crise. En cas de déflation c'est le remboursement du capital des OAT qui sera plus difficile dans un contexte de baisse des prix. A l'inverse l'inflation permettrait d'alléger la charge de la dette. Le scénario optimal pour sortir de cet endettement excessif serait une forte croissance couplée avec de l'inflation, hypothèse irréaliste aujourd'hui.

- Certains économistes distinguent avec justesse le **bon déficit** (composé principalement ou exclusivement de dépenses d'investissement) ayant un impact sur la croissance potentielle et l'emploi et le **mauvais déficit** (composé de dépenses de fonctionnement). En France le déficit public est composé à 97% de dépenses de fonctionnement il est de toute façon une mauvaise solution et inefficace.

François Hollande se souvient de ses responsabilités d'ancien magistrat de la Cour des Comptes on ne va pas lui reprocher une **position économiquement pertinente et politiquement courageuse**.

## **Comment l'expliquer ? Espérait-il une inflexion du gouvernement, ou a-t-il fait le constat que le gouvernement ne pourrait faire face à la baisse de la croissance et à la montée du chômage ? Par son coup d'éclat montre-t-il que la France s'enferme dans une logique de défaillance ?**

**Jean-Marc Sylvestre** : Il savait que nous nous trouvions dans une situation périlleuse, car pendant tout l'été les indicateurs n'ont cessé de se multiplier, dont un certain nombre d'alertes du FMI et de Bruxelles, disant que les marchés s'inquiétaient, les taux d'intérêt risquaient d'augmenter. A raison de 15 milliards d'euros d'emprunts par mois, une hausse des taux de 0,5 ou 1 % ne serait pas sans effet. C'est pourquoi François Hollande et Manuel Valls n'ont cessé de répéter qu'ils allaient maintenir, et même renforcer leur politique. Montebourg est arrivé par derrière, un peu comme un éléphant dans un jeu de quilles.

**Jean-Michel Rocchi** : Ce sont les entrepreneurs qui créent les emplois réels, pas les gouvernements. La hausse du chômage est la conséquence d'un pays trop bureaucratique, conservateur et pas assez libéral. Avec 40 années consécutives de mauvais déficit en France si cela créait des emplois nous n'en serions pas ou nous en sommes.

Un problème français dont on ne parle pas assez c'est l'**appauvrissement du pays** (la baisse du PIB par habitant). En France, on est obsédé par la répartition de la richesse (surtout chez les socialistes) alors qu'on ne comprend pas *qu'il n'y a plus assez de création de richesse*.

## **A se reposer uniquement sur une reprise économique salubre en 2015, cela ne démontre-t-il pas un certain fatalisme de la part du gouvernement, qui prendrait acte de son incapacité à agir ?**

**Jean-Michel Rocchi** : Le roi est nu. La seule chose vraie dans ce que disent les marxistes c'est que l'économique prime sur le politique. Les déclarations d'intention des hommes politiques sont sans effet, c'est la situation économique qui prévaut. Il est certain que dans une économie ouverte la situation de la France est liée à ses partenaires commerciaux. Ce qui relève des politiques c'est faire en sorte que la situation des entrepreneurs pour créer emplois et richesses soit optimale, on ne peut pas dire que le gouvernement actuel ait beaucoup brillé sur le sujet. **Il existe dans une large partie de l'opinion une certaine haine de l'entreprise qui tend de plus en plus à exaspérer les investisseurs et entrepreneurs et à les inciter à exercer leurs talents sous un ciel plus clément.**

**Jean-Marc Sylvestre** : Manuel Valls positionne son gouvernement dans la perspective d'une sortie de crise et d'une sortie des risques de défaillance dans la mesure où il fait tout pour maintenir des taux d'intérêt bas, de façon à disposer de marges de manœuvre pour financer les déficits. De plus il essaie autant que faire se peut d'améliorer la compétitivité des entreprises, la vente et l'innovation.

## **De fait, existe-t-il, un risque de défaut en France ?**

**Jean-Michel Rocchi** : A court terme il n'existe pas de risque de défaut de paiement car la politique du gouvernement vise précisément à maintenir la confiance des marchés financiers en essayant de contenir les déficits. La situation économique est désastreuse pour de nombreuses raisons mais notamment deux. D'une part les multinationales qui commencent à se détourner de la France trop bureaucratique et au système juridique et fiscal trop complexe, défavorable et instable. Et d'autre part les entrepreneurs quittent de plus en plus l'hexagone (ceux que l'on appelle avec mépris les "*exilés fiscaux*" ressemblent beaucoup aux *dissidents* qui quittaient l'URSS et les dites "*démocratie populaires*").

L'excès de bureaucratie et de technocratie génère une désespérance dont la seule solution semble être de quitter la France *Le risque de la poursuite de l'appauvrissement de la France couplé à un chômage massif et à une augmentation de la criminalité est lui par contre très élevé. Le leitmotiv sur le modèle social français est assez ahurissant :*

- Etat trop endetté (modèle de *Ponzi Finance*)
- Le régime de retraite par répartition est lui une *pyramide de Ponzi pure et simple* (alors qu'il existe une obligation d'y participer il est pourtant malgré tout en faillite !)
- Système de sécurité sociale reposant sur les *ayants droits* et non les cotisants : seule la faillite peut être au bout d'un système aussi antiéconomique.
- Le cumul des aides sociales des assistés est souvent supérieur à celui des travailleurs pauvres ! Pourquoi occuper un travail pénible et mal rémunéré ?

Notre soit disant modèle (qui marche sur la tête et donc ne fonctionne pas) personne n'en à voulu à part nos amis belges qui ont été très mal avisés de nous imiter ! La France n'aime pas le capitalisme, le capitalisme est en train de se venger.

Les Etats ne font pas faillite comme les entreprises (la personne morale disparaît après une liquidation judiciaire) dans le cas d'un Etat qui renoncerait à rembourser tout ou partie des dettes publiques (l'URSS en 1917, la Russie en 1998, L'Argentine en 2001 et depuis juillet 2014 en "*défaillance sélective*" (note SD pour "*Selective Default*" par Standard & Poors). L'Etat défaillant voit les bailleurs de fonds se détourner de lui et de fait son financement devient problématique.

Le gouvernement veut à l'évidence éviter de se trouver dans une logique de défaillance. Le fait que l'objectif de moins de 3% de déficit maximum ne sera pas atteint signifie que le ralentissement de la hausse de l'endettement n'est même pas accessible. **Parler**

---

**d'austérité, comme certains observateurs, alors que le montant de la dette continue à augmenter est en termes économique une pure imbécillité.**

*Propos recueillis par Gilles Boutin*